

La privatisation de La Poste ne passera pas !

L'éclosion des élections européennes passées, Sarkozy a profité de la période estivale pour annoncer son projet en conseil des ministres le 27 juillet, avant de le soumettre au parlement en octobre. La privatisation est bel et bien en marche ! Mais on peut encore l'arrêter.

Une affaire juteuse pour des actionnaires privés



La transformation de la Poste en société anonyme à capitaux publics n'est que la dernière étape avant l'ouverture du capital à des actionnaires privés dans la perspective de l'ouverture totale à la concurrence en 2011.

Depuis de nombreuses années, les postiers subissent des restructurations permanentes qui n'ont qu'un but : les réductions d'effectifs. Le peu d'embauches s'effectue sous contrat privé. Résultat : La Poste fait des bénéfices depuis 1999. Elle est aujourd'hui un « groupe » largement bénéficiaire et représente une manne pour de potentiels investisseurs. D'ores et déjà, la Société Générale a apporté 400 millions d'euros au fonds de la Banque Postale. La preuve que malgré les difficultés liées à la crise, l'affaire reste très intéressante pour les groupes capitalistes.

Sur le dos des postiers et des usagers !

Depuis 2002, ce ne sont pas moins de 50 000 emplois qui ont été supprimés. Le nombre de bureaux de Poste est passé de 17 000 à 10 000, laissant pour compte la population des petites agglomérations de province ou des banlieues défavorisées. Quant à la Banque Postale, derrière les beaux discours sur le maintien d'un service public égal pour tous, elle entend bien se débarrasser des comptes des plus démunis. Décomplexée, la direction de La Poste, dont la gestion n'a rien à envier à celle d'une société privée, se vante de ne remplacer qu'un départ sur cinq. Elle fait le chantage à la concurrence et à la crise auprès de son personnel, en appelant à leur « esprit d'équipe ». Le but est d'imposer des tournées harassantes aux facteurs, ou aux guichetiers la vente abusive de produits de plus en plus chers pour la population.

POUR PRENDRE CONTACT :

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil
Ou par mail à : ecriture@npa2009.org

Nom :
Prénom :
Adresse :
Tél. :

Mail :

**Consultation nationale
sur la privatisation
de La Poste**
le samedi 3 octobre 2009



**Votation citoyenne
dans tout le pays**
Mairies, bureaux de poste, marchés...

**C'est à nous de
CHOISIR!**

Consultation nationale organisée à l'initiative du Comité national contre la privatisation de La Poste, pour un débat public et un référendum sur le service public postal.

<http://www.appelpourlaposte.fr/>

La privatisation : une accélération des attaques contre les usagers et les salariés.

C'est contre cette dégradation inacceptable que les postiers se battent depuis des années, face à la guerre permanente que la direction de La Poste leur mène pour transformer ses services en commerce rentable quel que soit le prix à payer par les salariés. Et c'est vrai que nous avons de quoi nous inquiéter.

Aujourd'hui éclatent au grand jour les pratiques odieuses des « managers » de France Telecom qui mènent des travailleurs désespérés au suicide. Séparée de La Poste depuis 1991, puis privatisée par le gouvernement Jospin en 1997 – le même Jospin qui avait signé la pétition contre cette privatisation lors des grandes grèves des cheminots de 1995 - France Telecom a pour credo la recherche de rentabilité à tout prix. Depuis, elle a supprimé plus de 60 000 emplois, et ce sont les salariés qui trinquent et les usagers qui payent des factures salées !

Partout les services publics sont attaqués, dans l'éducation, la santé, les transports, l'énergie... Partout où la privatisation a déjà eu lieu, cela s'est traduit par une accélération des attaques, une dégradation du service rendu aux usagers et des conditions de travail des salariés.

La journée de grève du 22, une première étape pour faire reculer le gouvernement !

La lutte contre la privatisation de La Poste est une nécessité, un premier pas pour faire reculer le gouvernement et les futurs actionnaires !

Le 22 septembre, les organisations syndicales appellent les postiers à faire une journée de grève. Il faut en faire une démonstration de force massive, avec le soutien actif des usagers !

Nous pouvons encore changer le rapport de force en notre faveur. D'abord parce que les attaques contre le service public sont de moins en moins légitimes aux yeux de la population. La consultation organisée par le comité national contre la privatisation de la poste, soutenu par une soixantaine d'organisations, sera une occasion de le montrer le samedi 3 octobre et dans les jours qui précèdent.

Mais nous pouvons aussi changer le rapport de force parce que les postiers ont de nombreux alliés, à commencer par les salariés des autres services publics qui subissent les mêmes attaques.

La colère dans tout le pays est immense. Si même en rangs dispersés, les travailleurs du privé, aujourd'hui en proie à des plans de licenciement, sont capables de tenir tête aux patrons et au gouvernement et arrivent à faire parler d'eux, alors imaginons ce qu'un mouvement d'ensemble, une lutte coordonnée des travailleurs pourrait ouvrir comme perspectives !

C'est pourquoi nous n'avons aucune raison de subir la loi des capitalistes et la politique que veut nous imposer le gouvernement à leur service. Pour des services publics de qualité, pour des embauches avec le même statut pour tout le monde, pour des salaires décents, pour le droit à l'existence et une vie digne, pour nos enfants aussi, nous avons tout intérêt à nous battre dès maintenant, tous ensemble !